Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !



n° 63
p.a.f. 0,60 € - juillet 2016

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Les gouvernements attaquent.

Les grands patrons s'enrichissent.

Les travailleurs ne doivent pas se laisser faire !

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Amitié de démagogues


Bart et Boris à Londres en 2014

Le dirigeant de la N-VA entretenait hier encore des relations proches avec Boris Johnson, un des principaux dirigeants de la campagne pour le Brexit. On prenait le thé ensemble à Londres et on s'envoyait des messages de sympathie et de soutien mutuels. Mais aujourd'hui, De Wever trouve que les Britanniques ont fait un « choix débile ».

Cela en dit long sur le mépris qu'il a de ses propres électeurs auxquels il propose un choix du même acabit en leur promettant qu'ils se porteraient mieux si la Flandre pouvait décider par elle-même, et qui subissent aujourd'hui les mesures d'austérité du gouvernement fédéral ET du gouvernement flamand.

Des idées petites... et grandes !

L'extrême droite belge veut, elle aussi, profiter de la victoire du Brexit en y accrochant son wagonnet. Mais faut-il que la Belgique fasse son propre Belxit (Modrikamen - PP) ou est-ce que c'est un Vlexit (Vlaams Belang), ou un Wlexit dans l'ombre de Marine Le Pen (Rassemblement Wallonie-France) ?

Les travailleurs n'ont pas à choisir derrière quelles frontières se faire enfermer pour mieux se faire exploiter, ils peuvent, au contraire, en finir avec les frontières et l'exploitation !

Actes racistes en augmentation

D'après la police britannique, les actes xénophobes ont été multipliés par cinq au Royaume-Uni depuis le référendum sur la sortie de l'Union européenne. Tracts orduriers, tags, manifestations devant des mosquées ou des centres culturels polonais, agressions dans la rue : racistes et militants d'extrême droite se sentent pousser des ailes.

Le Premier ministre britannique, Cameron, a condamné ces actes. Mais depuis des années, l'ensemble de la classe politique anglaise a présenté l'immigration comme un « problème », refusant d'accueillir les réfugiés et les étrangers. Cameron et tous ceux qui ont cherché à diviser les travailleurs et à les dresser les uns contre les autres ont alimenté ce climat de haine.

Pourtant, au Royaume-Uni comme ici, les seuls responsables du chômage et de la misère, ce sont les patrons licencieurs et les gouvernements à leur service.

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Brexit : le bal des démagogues

Le référendum organisé au Royaume-Uni a donné une majorité pour quitter l'Union européenne. C'est une victoire pour tout ce que la Grande-Bretagne et l'Europe comptent de réactionnaires anti-immigrés, de nationalistes et de souverainistes.

Dans ce référendum, les intérêts des travailleurs n'étaient représentés ni par un camp, ni par l'autre. Le camp du « in » défendait l'appartenance à une Europe faite pour les capitalistes et les banquiers. Les travailleurs conscients d'avoir affaire à une caste politique et à des institutions qui n'ont jamais été de leur côté ne pouvaient pas l'approuver.

Mais se ranger dans le camp du Brexit revenait à conforter le vote anti-immigration et raciste et à cautionner les calomnies déversées sur les immigrés accusés de profiter des aides sociales et de prendre l'emploi des Britanniques. C'était, dans les deux cas, un mauvais choix.

Le monde ouvrier a déjà perdu beaucoup car la campagne pour le Brexit a aggravé les divisions qui opposent les travailleurs britanniques aux travailleurs européens ; les immigrés de longue date à ceux récemment arrivés. Cette évolution réactionnaire est un danger qui menace tous les travailleurs d'Europe.

Que peut signifier cette souveraineté nationale pour les exploités quand leur emploi, leur salaire, leur retraite sont dépendants du bon vouloir patronal !

Que ce soit à l'échelle de l'Union européenne, celle d'un grand pays, ou celle d'une petite région, un banquier reste un banquier, un patron reste un patron. Faire croire aux travailleurs qu'ils pourraient échapper à l'exploitation ou trouver un peu de protection auprès de leur État national est un leurre.

Il n'y a qu'à regarder la N-VA qui promettait monts et merveilles aux travailleurs flamands, si la Flandre pouvait décider pour elle-même. Les nationalistes qui sont au gouvernement flamand et ont accédé au gouvernement fédéral mènent une politique anti-ouvrière et d'austérité aussi violente que les autres partis. Toutes les promesses sont oubliées, les travailleurs doivent trinquer au profit des capitalistes !

Sur le plan économique, le « divorce » engendré par le Brexit ne sera que de pure forme. Les capitalistes britanniques et européens ont intérêt à préserver leurs relations économiques, leurs représentants politiques écriront d'autres traités et signeront d'autres accords. Mais pour les exploités, ce sera toujours le même chantage à la compétitivité.

Si les travailleurs se laissent détourner de leurs intérêts de classe avec de faux débats, ils seront toujours perdants. Et ils risquent de l'être une fois de plus, avec la nouvelle vague spéculative que le Brexit a déclenchée. Car nous avons vu comment la tempête boursière de 2008 a débouché sur une crise économique mondiale, payée par les travailleurs au travers des licenciements et des fermetures d'usines.

Les politiciens britanniques sont aussi menteurs et démagogues que ceux d'ici. Boris Johnson, l'ancien maire de Londres, qui était il y a quelques années partisan de l'UE, s'est transformé, le temps de la campagne, en un de ses plus farouches adversaires. Maintenant que le Brexit est voté, il est beaucoup moins pressé de quitter l'UE !

Il faut se méfier comme de la peste de ces démagogues qui détournent la colère sociale des véritables responsables et qui distillent le poison de la division dans la classe ouvrière.

La seule façon d'aller de l'avant est de préparer les travailleurs à combattre leur ennemi intérieur, les patrons, leurs gouvernements et leur système. En s'unissant, quelle que soit leur nationalité, les travailleurs représentent une force capable de se défendre. C'est sur le terrain de la lutte de classe que se jouent les intérêts des exploités. C'est sur ce terrain qu'ils doivent se battre.

Les Bourses après le Brexit : après moi le déluge !

Vent de panique, krach, tremblement de terre, terrible incertitude économique, les superlatifs ne manquaient pas aux commentateurs au lendemain du vote britannique en faveur de la sortie de l'Union européenne. Pour l'instant, la chute des cours boursiers et de la livre britannique reflète surtout la spéculation des banques et des grands groupes qui avaient parié sur un résultat inverse.

Le Brexit n'est même pas encore effectif, mais la spéculation bat déjà son plein. Est-ce que ce sera la secousse qui provoquera le prochain grand krach et une nouvelle aggravation de la crise ? Rien ne permet de le dire.

Mais pour faire face à la panique sur les marchés, la banque d'Angleterre a déjà annoncé qu'elle était prête à injecter 250 milliards de livres pour tenter d'en contenir les effets. La Banque Centrale Européenne et même la FED américaine ont à leur tour déclaré être prêtes à sortir le chéquier.

Brexit ou pas Brexit, les Etats renflouent les spéculateurs et préparent la crise suivante.

Les défenseurs du Brexit montraient du doigt les pauvres et les migrants qui coûteraient trop cher. Mais ce sont les capitalistes, les banquiers et les spéculateurs qui coûtent trop cher !

Les travailleurs de l'aéroport ne se laissent pas clouer au sol

A l'aéroport de Zaventem, après ceux d'Aviapartners, ce sont les bagagistes de Swissport qui ont arrêté le travail vendredi 17 juinpour protester contre la charge de travail. La direction et les syndicats ont trouvé un accord par la prolongation de 50 contrats temporaires et l'embauche de 50 étudiants. Autant dire que rien n'est réglé.

Des contrôleurs aériens aux bagagistes, de nombreuses catégories de travailleurs de Brussels Airport (Zaventem) s'opposent à l'aggravation de la charge de travail.

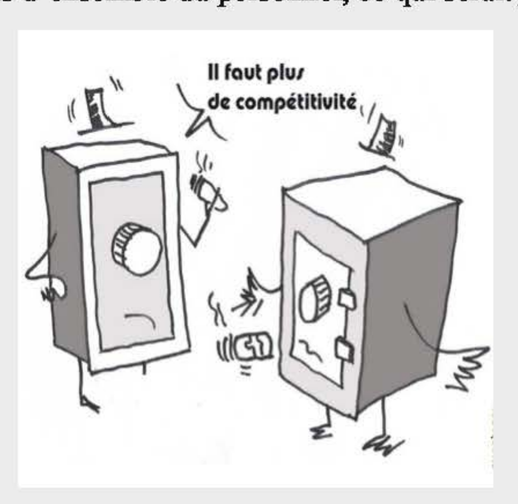
Les dividendes s'envolent…

Le directeur de Charleroi Airport annonce le versement d'un dividende de 600 000 € à ses actionnaires, dont le groupe italien Save qui avait menacé de se retirer. Les travailleurs de l'aéroport ont subi de nombreuses heures supplémentaires suite aux attentats et les promesses d'embauches ne se sont jamais concrétisées.

Comme les compagnies aériennes, les aéroports, souvent partiellement privatisés, se livrent une concurrence acharnée pour capter les revenus de la croissance des passagers… en pressurant leur personnel.

Les patrons réagissent en pressurant davantage d'autres catégories : par exemple les compagnies aériennes, comme Brussels Airlines, ou les compagnies de voyage, comme Thomas Cook, ont demandé à leur personnel d'aller décharger et d'acheminer les bagages eux-mêmes.

Depuis des années, le gouvernement et la direction de l'aéroport s'emploient à diviser les travailleurs en de multiples entités différentes voire concurrentes. Mais la pression patronale peut aboutir finalement à des réactions d'ensemble du personnel, ce qui serait justifié.



Intérimaires en grève : une idée à laquelle il faudra se faire

A l'usine Audi de Bruxelles, pour les intérimaires, le jour de la grève du 24 juin était un jour de chômage. La direction ne s'est pas privée de cette occasion pour tenter d'ôter aux intérimaires leurs éventuelles sympathies pour l'idée d'une lutte collective.

Qu'elle ne se réjouisse pas trop vite. L'ensemble du mouvement ouvrier à l'époque où il arrachait des progrès sociaux était composé d'intérimaires. Personne n'avait une quelconque sécurité d'emploi qui de toute façon, s'est avérée depuis longtemps être une illusion. C'est justement la précarité de leur existence qui a appris aux travailleurs que le seul moyen de s'en sortir était la solidarité entre eux.

Audi ne sera pas la première usine à se voir un jour paralysée par les intérimaires en grève. Car qu'est-ce qui tourne encore dans l'usine sans les intérimaires et les travailleurs de la sous-traitance ?

SNCB : une politique capitaliste

Lors de la grève à la SNCB, les calomnies du monde politique et des médias se déversaient sur les grévistes qui refusaient de renoncer à deux jours de récupération présentés comme un privilège injustifiable.

Les cheminots, comme tous les travailleurs, ont bien raison de ne pas accepter de travailler plus pour moins d'argent, surtout au vu des attaques déjà subies et de celles qui les attendent encore.

Car il est frappant que la privatisation de BPost et Proximus soit souvent citée en exemple par Cornu et d'autres représentants du gouvernement. Oui, pour ces dirigeants, la SNCB doit à terme rapporter des centaines de millions d'euros de bénéfices à des actionnaires privés, comme c'est le cas de BPost et Proximus. Voilà ce qu'ils entendent par réussite.

Comme cela s'est fait dans ces entreprises aujourd'hui à moitié dans les mains privées, cela se fera au détriment de l'emploi : 7000 cheminots partis à la retraite ne seront pas remplacés. Cela se fera au détriment des conditions de travail et de la sécurité : horaires allongés pour des conducteurs et des signaleurs, pauses réduites. Et cela se fera au détriment du service rendu : tickets plus chers, gares supprimées, guichets fermés.

Tout cela pour que quelques actionnaires puissent s'enrichir ? Ce n'est pas acceptable, ni à la SNCB, ni ailleurs !

Optima : la faillite du socialisme d'affaire

Quelques jours après avoir perdu ses licences de banque et de compagnie d'assurance, la banque Optima a été déclarée en faillite. Malgré la garantie des dépôts jusqu'à 100 000 €, les épargnants pourraient perdre jusqu'à 30 millions €. Quant aux 160 salariés, ils risquent d'y perdre leur travail et même leurs indemnités.

A l'occasion des difficultés d'Optima, les soupçons de malversations financières de son directeur, Jeroen Picqueur, se sont étalés dans la presse, de même que son luxueux train de vie.

Luc Van Den Bossche, ancien directeur d'Optima et ancien ministre SP.a est lui aussi accusé de complaisance envers des pratiques douteuses.

Optima n'était que la résurrection de la Banque d'Ethias, elle-même mise en difficulté pour des raisons similaires, à l'époque où elle était dirigée par Steve Steveart, ancien dirigeant du Sp.a. Une histoire qui se prolonge du reste dans le lointain passé du Parti socialiste, puisque Ethias était née en 2004 de la transformation de la Smap, suite à un retentissant scandale de financement des politiciens socialistes. Et l'histoire de la Smap elle-même, fondée en 1919, fournit une abondance d'exemples de malversations du même genre.

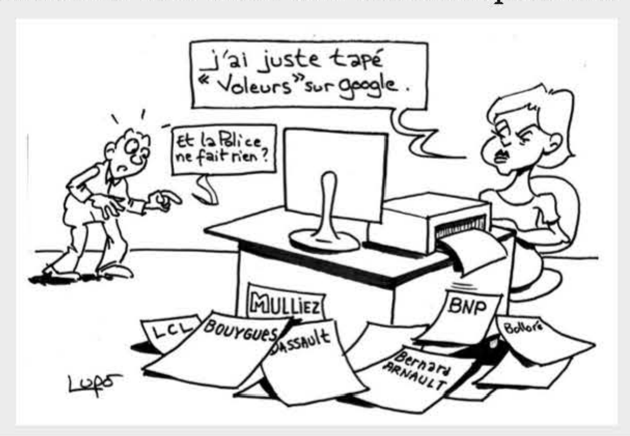
Certes, ce ne sont pas les politiciens du CD&V, à peine sortis du scandale de l'Arco, qui sont les mieux placés pour leur faire la leçon. Quant aux hommes politiques de droite, qui ont couvert et couvrent aujourd'hui encore les malversations et les fraudes fiscales des grandes banques, leur indignation est seulement une occasion de taper sur des socialistes.

Pour les travailleurs cependant, il reste cette leçon de comment la participation des dirigeants de leurs partis et leurs syndicats dans les institutions du capitalisme les a pervertis depuis plus de 100 ans.

Luxleaks : les lanceurs d'alerte condamnés

Mercredi 29 juin, un tribunal luxembourgeois a condamné deux lanceurs d'alerte à neuf et douze mois de prison avec sursis et à des amendes de plus de 1 000 euros. Ces deux salariés d'un cabinet d'audit avaient été choqués de voir les accords confidentiels passés entre des multinationales et le fisc luxembourgeois. Ils avaient donc révélé à un journaliste ces pratiques qui permettent à de grands groupes, pourtant riches à milliards, d'échapper aux impôts. Ce scandale avait éclaboussé jusqu'à Jean-Claude Junker, aujourd'hui président de la Commission européenne.

Si le tribunal a reconnu l'utilité des lanceurs d'alerte, il a préféré protéger les intérêts privés des capitalistes, et ne retenir que le vol de données. Comme l'a dit l'un des prévenus après l'audience, « si vous voyez passer des milliards d'euros qui contournent les règles fiscales de manière douteuse, le tribunal vous enjoint de fermer les yeux et de n'en parler à personne ». Telle est en effet la loi du capitalisme.



Des économies pour tous, mais pas pour l'armée !

Le gouvernement Michel a décidé d'augmenter le budget de la Défense qui va pratiquement doubler d'ici 2030, passant de moins de 4 milliards d'euros à près de 7 milliards d'euros par an.

9,2 milliards d'euros seront consacrés à l'achat de matériel pour les années 2020-2030. Près de 4 milliards pour l'achat de nouveaux avions de chasse, le reste pour l'achat de véhicules blindés, de deux frégates, 6 drones... L'Etat belge pourra ainsi continuer à intervenir en Afrique et au Moyen-Orient aux côtés de l'OTAN.

Combien d'écoles ne seront pas construites ? Combien d'infirmières ou de professeurs ne seront pas engagés, pour permettre d'augmenter le budget militaire ? Aucune de ces interventions militaires ne sert à ramener la paix, mais l'argent n'est pas perdu pour tout le monde : les industriels de l'armement sont ravis !

Troupes occidentales hors d'Irak et de Syrie!

Dès cet été des F-16 belges iront de nouveau bombarder les villes tenues par Daech en Irak et en Syrie, en appui aux milices chiites et kurdes sur le terrain. Mais à juste titre, les ONG dénoncent les exactions de ces milices chiites et kurdes contre les civils et le fait que rien n'est prévu pour permettre aux civils de fuir les bombardements de l'OTAN.

La guerre contre Al-Qaïda avait engendré Daech.

Quel nouveau monstre sortira de cette nouvelle boucherie ?

Austérité : les mauvais coups ne prennent pas de vacances

Depuis son entrée en fonction, en 2014, le gouvernement Michel (MR) a continué la politique d'austérité du gouvernement Di Rupo (PS). Dans tous les services, les entreprises et les administrations qui dépendent du pouvoir fédéral, la directive est de 20% d'économies sur la législature de 4 ans. Bien que ces mesures concernent de larges fractions de travailleurs, leurs conséquences sont surtout connues pour les catégories qui ont exprimé leur colère, les uns par des luttes, comme les gardiens de prison et les cheminots, les autres par des déclarations et des actions symboliques, comme les magistrats.

Ainsi, depuis 2014, la politique de non remplacement des départs a supprimé près de 1 200 postes de gardiens de prison sur 7 000. La prise de jours de récupération devient impossible tandis que de nombreuses activités des détenus, sorties, travail, formations, visites, sont supprimées sans que cela émeuve les médias.

Quant aux magistrats, le premier président de la Cour de Cassation, Jean de Codt, accuse le Plan Justice du ministre Koen Geens d'être « un plan social massif » impliquant de nombreuses disparitions d'emplois, au détriment des magistrats et du personnel judiciaire.

Les investissements publics qui ont déjà diminué de 50% en 25 ans, vont diminuer encore plus. Pourtant, l'état désastreux des routes, des tunnels à Bruxelles, des écoles, la pluie qui tombe sur les œuvres d'art dans les musées... montrent qu'on arrive à un point de rupture.

Et ce n'est pas fini !

En avril, le vice-premier ministre Kris Peeters avait averti : « en Belgique, tout le monde, le pensionné, le chômeur, le travailleur, vit au-dessus de ses moyens ». 7 à 9 milliards € de nouvelles mesures d'austérité sont prévues pour septembre. La Cour des Comptes a déjà prévenu : « les augmentations des accises sur les carburants, l'alcool et le tabac ne suffiront pas. »

Pour faire des économies, Peeters veut « continuer la réforme des pensions », c'est à dire réduire encore les versements aux travailleurs et pensionnés. Après le relèvement de l'âge de la retraite à 67 ans et plusieurs coupes dans les retraites des agents de la fonction publique, Bart De Wever répète « qu'il y a du gras à couper dans la sécurité sociale ».

Quant aux gouvernements régionaux, qu'ils soient dirigés par le PS ou par une coalition semblable à celle du fédéral, ils mènent la même politique d'austérité dans les matières dont ils ont la compétence.

Mais les gouvernements ne se limitent pas à réduire tous les budgets de la fonction publique qui ont une utilité pour la population, quitte à empêcher leur fonctionnement. La politique qu'ils mènent vise aussi à détruire les quelques droits qui protègent encore les travailleurs contre l'exploitation.

La loi pour « réformer le marché du travail » que prépare le ministre de l'emploi Peeters, signifierait, si on le laisse faire, la fin de la semaine des 38 heures, les horaires à la volonté du patron, des heures supplémentaires gratuites et plus de facilités pour licencier, plus de restrictions encore au droit de grève…

Cette politique antisociale n'est pas propre au seul gouvernement belge. Elle est menée simultanément partout en Europe et dans le monde. C'est la rançon d'un système où une minorité de riches s'enrichit par l'exploitation des classes laborieuses. La voracité des capitalistes ne connaît pas de limites, quitte à ramener toute la société des siècles en arrière.

Les travailleurs ont toutes les raisons de ne pas se laisser faire. Jamais, nous n'avons produit autant de richesses qu'aujourd'hui. C'est dans les coffres forts de la classe capitaliste qu'il faut aller chercher les moyens pour que tous puissent vivre bien. Et c'est pour ça que les mobilisations de ces derniers mois ne doivent être qu'un début !



60 000 personnes ont manifesté à Bruxelles le 24 mai

Rapprochement Wallonie-Flandre

Chaque année, plus de 9 000 jeunes enseignants flamands sont encore à la recherche d'un travail au mois d'août, d'après les chiffres de la ministre de l'enseignement flamand, Hilde Crevits. A force d'économies tous azimuts dans l'enseignement en Flandre, la situation des profs au Nord du pays ressemble de plus en en plus à celle qu'impose au Sud la « Communauté Wallonie-Bruxelles ». Une convergence qui finira par des luttes communes !

La lutte reste devant nous !

"Le feu social n'a pas pris", titrait le journal Le Soir samedi dernier. Que le monde bourgeois ne se réjouisse pas trop vite !

Si échec il y a, c'est celui de la direction bureaucratique des syndicats qui appelle un jour à la grève « au finish » pour la brader contre un accord lamentable le lendemain.

Mais les travailleurs qui se sont mobilisés ont toutes les raisons d'en être fiers. Et à plus forte raison ceux qui ont osé faire grève, malgré les menaces et tout le mal que les médias disaient d'eux.

Certains usagers étaient remontés contre les grévistes à la SNCB, certes. Mais le soutien dont jouissaient les grévistes était bien plus grand que ce que les médias ont voulu faire croire en choisissant les opinions qu'ils veulent bien montrer à l'antenne. Beaucoup de travailleurs approuvaient la grève. Ceux qui se rendent en train au travail sont inquiets des économies prévues qui vont désorganiser encore plus les transports publics. Et de façon beaucoup plus large, beaucoup de travailleurs se sont reconnus dans l'action des cheminots, des gardiens de prison ou des éboueurs, parce qu'ils se défendaient contre des attaques que tous les travailleurs connaissent, peu importe le secteur où ils travaillent. Il n'y pas que les cheminots ou les gardiens de prison qui voient que la course aux profits et les économies pour enrichir quelques-uns nous mènent tout droit dans le mur. Cela va tellement loin que même les magistrats envisagent d'avoir recours à la grève ! Que les gardiens de prison tiennent depuis si longtemps, malgré la pression du gouvernement, des médias et malgré les trahisons des directions syndicales, inspire du respect et de la fierté.

Les grèves ont rappelé à tous que sans les travailleurs, rien ne va. Sans eux, les trains ne roulent pas, le courrier n'est pas distribué, les villes se noient dans les déchets, les avions ne décollent pas et les patrons crient aux profits perdus ! Pourquoi ce serait aux travailleurs de faire des sacrifices et pas à la classe capitaliste qui vit en parasite sur toute la société ? Une mince couche de capitalistes qui non seulement ne crée rien, mais détourne les richesses produites par les travailleurs.

La mobilisation n'était pas encore suffisamment forte et déterminée pour faire reculer le gouvernement et le patronat. Mais l'inquiétude et la colère contre l'injustice, que chaque travailleur ressent individuellement, ont trouvé un début d'expression collective dans la rue. Eh bien, malgré toute la mauvaise foi des médias, les grèves étaient devenues le sujet de bien des discussions. Même ceux qui ne faisaient pas grève et ne s'étaient pas déplacés pour les manifestations en ont été encouragés à parler autour d'eux de tout ce qui ne va pas. Ne plus se taire, c'est déjà beaucoup !

Oui, la lutte collective, c'est le bon chemin et le seul dont les travailleurs peuvent espérer quelque chose.

La FGTB appelle à la grève générale le 24 juin. Il faut militer pour que le maximum de travailleurs y participe activement. Mais il faut le faire sans illusions. Il ne suffit pas d'un claquement de doigts des directions syndicales qui ont si souvent trahi les intérêts des travailleurs, pour que le monde du travail retrouve confiance en sa propre force et en sa combattivité.

Par contre, pour tous ceux qui sont convaincus que ce n'est que par la lutte que les travailleurs peuvent se faire respecter, la préparation de la grève et la grève elle-même seront l'occasion de nouer des liens ou de les renforcer et de discuter autour d'eux.

Loin d'être décourageant, cela compte pour les luttes à venir. Car cette journée du 24 juin ne sera pas la dernière. Que les directions syndicales appellent ou pas, à terme, les travailleurs n'auront pas d'autre choix que de se défendre collectivement. Le gouvernement se prépare déjà à décider un nouveau train d'économies de 8 milliards d'euros en juillet qui vont s'ajouter à celles déjà décidées et qui sont déjà insupportables. Et dans toutes les entreprises, la crise pousse le patronat à des exigences toujours plus brutales envers les travailleurs.

La classe ouvrière ne se laissera pas faire éternellement. Les vraies grèves sont encore à venir. Et plus nous prendrons l'habitude dès maintenant de compter sur nos propres forces pour nous organiser, moins nous dépendrons des directions syndicales, et plus nous aurons de chances d'être victorieux.

Il y a 80 ans : les grèves de 1936

1936 : année des premiers congés payés, une conquête qu'on attribue souvent au gouvernement du Front Populaire en France. Mais si des droits ont été conquis cette année-là par les travailleurs, c'est dû avant tout à la formidable vague de grèves commencée en France en mai 1936 et qui ont eu des répercussions jusqu'en Belgique.

Le Front populaire en France

Le Front populaire en France était une coalition électorale entre les partis communiste, socialiste et radical. Cette coalition était née pour répondre à l'aspiration à l'unité des travailleurs dans le contexte de la crise des années 1930, et de la crainte d'une nouvelle victoire du fascisme alors que les fascistes avaient déjà pris le pouvoir en Italie et en Allemagne, y écrasant les organisations ouvrières.

Le Front populaire remporta les élections de mai 1936. Le Parti Communiste notamment avait doublé son nombre de voix avec 1,5 millions d'électeurs. Mais la victoire électorale déboucha d'abord sur des négociations stériles pour former une coalition entre les partis socialiste et radical.

Les travailleurs avec l'aide de militants du Parti communiste et de la CGT se mirent alors en grève. Commencée au Havre et à Toulouse, la grève gagna Paris fin mai. Et pendant presque tout le mois de juin, la grève s'étendit à de nouvelles catégories, jusqu'aux employés des grands magasins et aux femmes de ménage. On compta 2 millions de grévistes, 9000 entreprises occupées.

Devant l'ampleur du mouvement, le patronat accepta de faire d'importantes concessions. Des accords furent signés, prévoyant la reconnaissance du droit syndical, le principe des conventions collectives et une importante augmentation des salaires. Puis des lois portant la semaine de travail à 40 heures, payée 48 heures, et instaurant des congés payés.

Mais, au lendemain de la signature de ces accords, les grèves se poursuivirent et le nombre de grévistes continua même d'augmenter.



Des grévistes à Gand en 1936

La trahison du Front populaire

Seuls la CGT et le PC avaient le crédit nécessaire pour mettre fin aux grèves. Et les dirigeants staliniens de ces organisations jouèrent ce rôle, contre la volonté de nombre de leurs militants. « Il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue », déclara le dirigeant communiste Thorez le 11 juin.

Les congés payés et les 40 heures allaient rester dans l'histoire comme les « conquêtes » du Front populaire. Mais aucune de ces mesures ne figurait à son programme. Le socialiste Blum et son gouvernement ne les firent adopter que dans l'objectif d'obtenir la fin des grèves.

Les grèves en Belgique

En Belgique, des élections avaient eu lieu le 24 mai, voyant la montée des partis fascistes dans tout le pays. Le 25 mai, deux militants socialistes anversois étaient assassinés par des fascistes. Et c'est au port d'Anvers qu'une grève générale fut déclenchée le 2 juin 1936 contre l'avis des syndicats. Les grévistes réclamaient une augmentation de salaire. Une semaine plus tard, le 9 juin, 3000 mineurs arrêtaient le travail à Liège. Le 12 juin, le bassin charbonnier était complètement à l'arrêt et les travailleurs occupaient la FN à Herstal. Le 15 juin, il y avait 250 000 grévistes dans le pays, le 18 juin, ils étaient 500 000.

Le 17 juin, le premier ministre Paul van Zeeland avait convoqué, sous l'influence de ce qui se passait en France, la première Conférence nationale du travail. Patronat, syndicats et gouvernements signèrent un accord sur un salaire minimum, la semaine de 40 heures dans les secteurs les plus lourds, la liberté syndicale, et 6 jours de congés payés.

Le mouvement de grève s'arrêta tout à fait à la fin du mois de juin.

En 1939, pour la deuxième fois dans le siècle, le système capitaliste en crise plongea le monde dans la barbarie de la guerre mondiale.

La classe ouvrière aurait pu mettre fin au chômage et à la misère et arrêter la marche à la guerre, mais pour cela, il aurait fallu renverser la bourgeoisie, une perspective à laquelle le PC stalinien avait déjà tourné le dos.

Les grèves de mai-juin 36 restent une formidable démonstration de force des travailleurs. Mais c'est aussi l'exemple d'une trahison des aspirations de la classe ouvrière par ses organisations traditionnelles, et d'une occasion manquée de changer le cours de l'histoire.